



Vers une nouvelle guerre de Corée ?

Bruno Hellendorff¹
Thierry Kellner²

8 avril 2013



Depuis décembre 2012 et la mise en orbite – réussie – d'un satellite, la Corée du Nord s'est engagée dans une surenchère verbale (suivie par des actes) avec Séoul et Washington. Le 12 février 2013, exactement trois semaines après avoir été l'objet de nouvelles sanctions par le Conseil de sécurité des Nations unies pour son tir de fusée, Pyongyang procédait à son troisième essai nucléaire. Le pays annonçait par la même occasion maîtriser à la fois les technologies relatives à la miniaturisation et à l'enrichissement d'uranium. Les premières sont indispensables à l'intégration d'une tête nucléaire sur un missile balistique, tel que celui qu'elle a testé en décembre³. Les secondes constituent un chemin alternatif à la construction d'une bombe nucléaire, plus discret et présentant bien plus de risques de prolifération que celui reposant sur l'utilisation de plutonium. Ce 11 mars, l'Armée nord-coréenne déclarait nul l'accord d'armistice qui avait mis fin, en 1953, à la « guerre de Corée », l'une des plus sanglantes confrontations armées de l'après-deuxième Guerre mondiale. Pyongyang menace en outre explicitement les États-Unis de guerre nucléaire. Les appels à la retenue du seul allié de la Corée du Nord, la Chine, n'ont semble-t-il eu jusqu'ici aucun effet sur cette rhétorique belliqueuse.

Une équation ancienne, mais des données nouvelles

Ce n'est ni la première fois que la Corée du Nord menace ses voisins d'une conflagration militaire majeure, ni même la première fois qu'elle brandit le feu nucléaire. Pourtant, plusieurs éléments rendent la situation actuelle différente des précédentes crises et probablement plus volatile. D'une part, l'escalade verbale a connu un pic encore peu égalé depuis la fin de la Guerre de Corée. D'autre part, ce raidissement de la rhétorique nord-coréenne n'a intimidé ni Séoul ni Washington qui, échaudés par les incidents de 2010 (le torpillage de la frégate Cheonan et le bombardement de l'île de Yeonpyeong), ont cette fois promis des représailles massives, voire préventives, en cas d'action militaire de Pyongyang. Enfin, les dernières actions du régime de Kim Jong-Un semblent avoir sérieusement agacé Pékin et peut-être porté atteinte à la détermination chinoise à soutenir son encombrant allié nord-coréen.

1. Bruno Hellendorff est chercheur au GRIP et doctorant à l'UCL.

2. Thierry Kellner est chargé de cours au Département de Science politique de l'ULB et membre du centre "Recherche et enseignement en Politique Internationale" (REPI-ULB)

3. La Corée du Nord a systématiquement nié l'accusation selon laquelle les tirs de fusées constituaient des essais de missiles balistiques. Cependant, la structure des fusées Unha, qu'elle utilise dans le cadre de son programme spatial, est proche de celle des missiles balistiques Taepo Dong qu'elle est soupçonnée de développer dans un but militaire. Le double usage possible des technologies en jeu est clair.

La Corée du Nord, pourtant, n'a aucun intérêt à ce qu'une guerre éclate. Son armée est pléthorique mais sous-équipée, et peu à même de faire face aux forces sud-coréennes et américaines. Ses capacités nucléaires sont au mieux très modestes, et ses vecteurs balistiques sont vulnérables aux capacités anti-missiles des Américains, Japonais et Sud-Coréens. En outre, son économie, sous perfusion, est vraisemblablement incapable de supporter un conflit prolongé, et a fortiori une « guerre totale ». Dans ces conditions, que cherche donc Kim Jong-Un ? Et pourquoi mène-t-il aujourd'hui sa barque si près du gouffre ? Plusieurs explications peuvent être avancées.

Une situation interne catastrophique

Le régime nord-coréen est, aujourd'hui peut-être plus encore qu'auparavant, concentré sur sa survie. Si Kim Jong-Un est officiellement à la tête de l'État, la passation de pouvoir n'est sans doute pas tout à fait consolidée. Il lui faut compter avec l'appareil du Parti, ainsi qu'avec ses généraux. Son père, Kim Jong-Il, avait lui-même été préparé pendant près de 25 ans à la succession de Kim Il-Sung, et la transition avait pourtant été chaotique. Ces dynamiques internes sont, il est vrai, recouvertes par la culture du secret et une propagande bien rôdée. Il est cependant probable qu'elles ont influencé les provocations de 2012/2013. L'inexpérience du jeune Kim Jong-Un pourrait avoir participé à ce que la rhétorique nord-coréenne soit cette fois encore plus musclée que précédemment. Plus probable cependant, l'hypothèse selon laquelle le leader nord-coréen chercherait ainsi à renforcer sa stature dans son propre pays.

Kim Jong-Un est en outre confronté à de lourds défis internes. Des réformes économiques semblent inévitables face au délabrement avancé de l'économie nationale. Il s'agit moins de remplir la promesse – irréaliste – du régime d'une prospérité nationale à l'horizon 2015, que de simplement prévenir un effondrement. Le pouvoir doit aussi reprendre l'initiative s'il souhaite garder le contrôle d'une grande partie de la population qui dépend aujourd'hui du « marché gris » pour sa survie. Or ces réformes comportent une large part de risques. La légitimité de Kim Jong-Un est avant tout idéologique : il est, tout comme son père avant lui, le dépositaire de la « sagesse » de Kim Il-Sung, et selon le système, le mieux à même d'interpréter son idéologie nationaliste, le *Juche*, fondement doctrinal et constitutionnel de l'État. S'engager sur la voie de réformes économiques « à la Chinoise » pourrait saper ce statut. En faisant de Kim Jong-Un un administrateur, un leader pragmatique, les réformes risquent de le condamner à termes à être jugé sur son bilan, et non plus sur son statut de gardien de l'orthodoxie idéologique nationale. Il faut donc asseoir sa position avant de se lancer sur cette voie difficile. Tout comme Deng Xiaoping avait trouvé en 1979 dans sa brève guerre contre le Vietnam un vecteur de mobilisation interne, nécessaire pour consolider sa position et lancer l'agenda des réformes économiques, Kim Jong-Un pourrait chercher à mobiliser sa population et son appareil politique derrière lui, par cette posture du « seul contre tous ». Le retour de Pak Pong-Ju, parfois considéré comme un « expert économique », au poste de Premier ministre cadre bien avec une telle stratégie. Dans son discours aux membres du Parti le 31 mars dernier, Kim Jong-Un insistait d'ailleurs lui-même sur la nécessité d'un développement économique, adossé à une dissuasion nucléaire forte.

Un environnement international incertain

Le contexte international est lui aussi difficile pour la Corée du Nord. Le renouvellement des équipes dirigeantes, chez tous ses voisins -y compris en Chine-, a accru les incertitudes d'autant qu'on a assisté à un sérieux « tournant à droite » (au Japon et en Corée du Sud). Avec la réélection de Barack Obama, les États-Unis ont par ailleurs confirmé leur intention de peser à nouveau en Asie, et semblent accumuler les succès (au Myanmar, en Indonésie, au Vietnam, en Australie...). L'intérêt des puissances vis-à-vis de la petite Corée du Nord semblait s'atténuer à

mesure que les attentions se concentraient sur ce « pivot » américain. Enfin, les manœuvres conjointes entre les forces armées américaines et sud-coréennes, condamnées chaque année par la Corée du Nord qui y voit les préludes d'une invasion, ont cette année inclus le survol, symboliquement fort, de la péninsule par des bombardiers stratégiques B-2 et B-52 en réaction à la rhétorique de Pyongyang, contribuant d'autant à alourdir le climat.

Pour contrecarrer ces dynamiques, Pyongyang a pu chercher à faire usage de son principal moyen de pression diplomatique, et appliquer une recette qui lui a tant bénéficié jusqu'à présent. Ses menaces lui avaient permis d'arracher en 1994 des garanties de sécurité et une aide en nourriture et en énergie de la part de Washington (Accord Cadre et KEDO). De 1998 à 2008, il a bénéficié de la grande tolérance, voire de versements d'argent occultes (le scandale du « *cash-for-summit* »), de Séoul dans le cadre de sa politique de la main tendue (« *sunshine policy* ») menée par les présidents sud-coréens Kim Dae Jung et Roh Moo-hyun. A la suite des différentes crises qu'il a provoqué en 2003 (sortie du TNP), 2005 (annonce d'un retrait des négociations « à six »), 2006 (premier essai nucléaire), 2008 (renvoi des inspecteurs de l'AIEA) et 2009 (deuxième essai nucléaire), la Corée du Nord a obtenu systématiquement des concessions pour l'inciter à revenir à la table des négociations. En 2010, Séoul avait réagi par l'apaisement au torpillage du Cheonan, qui avait pourtant coûté la vie à 46 de ses marins, et au bombardement de l'île de Yeonpyeong. Jusqu'à aujourd'hui, la provocation a toujours été une stratégie payante pour Pyongyang. Rien d'étonnant donc à ce qu'il l'utilise à nouveau.

Une stratégie risquée

La Corée du Nord n'est ni monolithique, ni irrationnelle. Sa stratégie est par contre, probablement, dirigée vers l'intérieur plus que vers Washington ou même Séoul. Ce n'est pas tant un « royaume ermite » qu'un pays aux abois cherchant à jouer les seules cartes dont il dispose encore sur la scène diplomatique régionale et mondiale. L'officialisation de son statut de puissance nucléaire dans sa constitution relève, dans une large mesure, d'une tentative de sanctuarisation du territoire et de mise à niveau face aux puissances voisines. Il s'agit en quelque sorte pour Pyongyang de s'assurer un statut et une position de négociation forte avant d'entrer en matière. En faisant valoir son potentiel de nuisance, la Corée du Nord s'affirme, sur la scène internationale, comme interlocuteur obligé aux États voisins inquiets et, sur la scène interne, comme puissance indépendante poursuivant l'héritage révolutionnaire du héros national Kim Il-Sung. En dénonçant l'armistice de 1953, la Corée du Nord pourrait avoir abattu son dernier atout : si ses provocations sont suivies de concessions par Séoul et Washington, comme cela fut le cas à de nombreuses reprises, elle pourrait forcer ces derniers à négocier un traité de paix selon ses termes. Un tel traité confèrerait à Kim Jong-Un l'aura d'un chef de guerre victorieux dans son pays, et représenterait une reconnaissance de facto de la communauté internationale de sa légitimité. De quoi aussi le conforter avant de lancer un éventuel programme de réformes. Mais cette stratégie est risquée. Ni Séoul, ni Washington ne semblent désormais disposés à céder face à un nouveau chantage. Quoi qu'il en soit des calculs de Pyongyang, ils comportent un réel risque de dérapage. C'est le principe de l'escalade : même si aucun pays ne souhaite au fond la guerre, cette dernière peut malheureusement quand même éclater.

* * *